

Extrême-droite

L'imposture sociale

Campagne contre l'extrême droite : fiche n°1 - fiche générale

lundi 13 mars 2017, par [Bariaud](#)

Fiche n°1 / Fiche générale — Campagne contre l'extrême droite

LES « ENGAGEMENTS PRÉSIDENTIELS » DU FN DES PROMESSES APPAREMMENT FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS MAIS FONDAMENTALEMENT PATRONALES

Les 144 propositions du FN pour la campagne présidentielle de 2017 confirment, une fois de plus, que le parti d'extrême droite ne change pas, ni sur le fond ni dans sa démarche.

Suite à la présentation de ces propositions, le « programme » du FN a été retiré de son site. Ne figurent plus dans la rubrique « Le projet » que les 144 « engagements présidentiels » de Marine Le Pen.

Il s'agit d'une ébauche de « programme », par ailleurs peu chiffrée et qui pourrait être modifiée au gré des circonstances.

Sur les questions économiques, on y retrouve, pêle-mêle, des promesses tantôt adressées aux salariés (hausse du pouvoir d'achat, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), tantôt adressées au patronat et aux riches (baïsse de l'impôt sur les sociétés, réduction des cotisations sociales des employeurs...). Mais sur le fond, les propositions du parti d'extrême droite s'inspirent d'une logique profondément patronale.

Le FN ne fait pas de proposition concrète pour le financement de la plupart de ses mesures adressées aux salariés. Par conséquent, son positionnement relève plutôt de la posture. En revanche, il prend des engagements fermes à l'égard des propriétaires des entreprises et des plus fortunés.

Sur le fond, le FN demeure un parti pro-capitaliste, anti-immigrés, xénophobe et ségrégationniste : nulle part le système d'exploitation capitaliste n'est mis en cause. Au contraire, plusieurs « engagements » confirment l'attachement du parti d'extrême droite à ce système.

Vieilles idées habillées différemment

Vieux mot d'ordre d'un parti d'extrême droite, la « préférence nationale » ne figure pas en tant que tel le dans ses « nouvelles propositions ». Elle transparaît cependant à travers plusieurs mesures :

- l'inscription dans la Constitution de la « priorité nationale » qui consiste à donner la priorité – voire l'exclusivité – aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. ;
- l'instauration d'une « taxe sur l'embauche de salariés étrangers » ;
- la suppression de l'aide médicale d'État (AME) pour les « étrangers sans papiers » ;
- la suppression du droit du sol.

De la même manière, la « sortie de l'euro » ne figure plus explicitement parmi les propositions du FN. Il s'agirait désormais du « rétablissement d'une monnaie nationale, levier de notre compétitivité ».

Le FN reprend des idées des libéraux tout en récusant verbalement

Le FN demeure un parti opportuniste et démagogue. Les promesses sont faites en fonction du climat politique et social, sans cohérence entre elles. En effet, la cohérence et la pertinence ne sont pas un souci pour le parti d'extrême droite. La seule chose qui compte pour le FN est de gagner des voix.

- Il prétend ainsi vouloir « rendre 48 millions d'euros aux Français », en baissant par exemple l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches et en défiscalisant les heures supplémentaires.

Les « engagements présidentiels » du FN des promesses apparemment favorables aux travailleurs mais fondamentalement patronales

Les 144 propositions du FN pour la campagne présidentielle de 2017 confirment, une fois de plus, que le parti d'extrême droite ne change pas, ni sur le fond ni dans sa démarche.

Suite à la présentation de ces propositions, le « programme » du FN a été retiré de son site. Ne figurent plus dans la rubrique « Le projet » que les 144 « engagements présidentiels » de Marine Le Pen.

Il s'agit d'une ébauche de « programme », par ailleurs peu chiffrée et qui pourrait être modifiée au gré des circonstances.

Sur les questions économiques, on y retrouve, pêle-mêle, des promesses tantôt adressées aux salariés (hausse du pouvoir d'achat, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), tantôt adressées au patronat

et aux riches (baisse de l'impôt sur les sociétés, réduction des cotisations sociales des employeurs...). Mais sur le fond, les propositions du parti d'extrême droite s'inspirent d'une logique profondément patronale.

Le FN ne fait pas de proposition concrète pour le financement de la plupart de ses mesures adressées aux salariés. Par conséquent, son positionnement relève plutôt de la posture. En revanche, il prend des engagements fermes à l'égard des propriétaires des entreprises et des plus fortunés.

Sur le fond, le FN demeure un parti pro-capitaliste, anti-immigré, xénophobe et ségrégationniste : nulle part le système d'exploitation capitaliste n'est mis en cause. Au contraire, plusieurs « engagements » confirment l'attachement du parti d'extrême droite à ce système.

Vieilles idées habillées différemment

Vieux mot d'ordre cher au parti d'extrême droite, la « préférence nationale » ne figure pas en tant que telle dans ses « nouvelles propositions ». Elle transparait cependant à travers plusieurs mesures :

- l'inscription dans la Constitution de la « priorité nationale » qui consiste à donner la priorité - voire l'exclusivité - aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. ;
- l'instauration d'une « taxe sur l'embauche de salariés étrangers » ;
- la suppression de l'aide médicale d'État (AME) pour les « étrangers sans papiers » ;
- la suppression du droit du sol...
- De la même manière, la « sortie de l'euro » ne figure plus explicitement parmi les propositions du FN. Il s'agirait désormais du « rétablissement d'une monnaie nationale, levier de notre compétitivité ».

Le FN reprend des idées des libéraux tout en les récusant verbalement

Le FN demeure un parti opportuniste et démagogue. Les promesses sont faites en fonction du climat politique et social, sans cohérence entre elles. En effet, la cohérence et la pertinence ne sont pas un souci pour le parti d'extrême droite. La seule chose qui compte pour le FN est de gagner des voix.

Il prétend ainsi vouloir « rendre 40 milliards d'euros aux Français », en baissant par exemple l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches et en défiscalisant les heures supplémentaires.

Les propositions paraissent en effet séduisantes, au moins pour une partie de la population. Dans la réalité, elles servent de paravent pour camoufler les enjeux de fond et l'attachement du FN aux intérêts du capital.

Ainsi, sous couvert d'une défense des contribuables à revenus modestes, des sujets essentiels comme le renforcement des impôts progressifs, la création de nouvelles tranches d'impôt et la hausse de taux d'imposition des hauts revenus sont escamotés. Pire encore, le FN veut introduire une taxe sur les produits importés, ce qui va peser particulièrement sur le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes. Le FN reprend ici l'idée de « TVA sociale », défendue par les libéraux, en la formulant autrement.

Il en est de même en ce qui concerne la « défiscalisation des heures supplémentaires », mesure déjà appliquée par Nicolas Sarkozy, avec de nombreux effets pervers. Ici aussi, prétendant vouloir donner du pouvoir d'achat aux salariés, le FN évacue les questions fondamentales : si les salariés acceptent les heures supplémentaires, c'est parce que leurs salaires sont faibles, du fait de la dévalorisation du travail par les entreprises pour augmenter les profits des actionnaires et des propriétaires. En défendant les heures supplémentaires défiscalisées, le parti d'extrême droite rejoint la droite, les libéraux et les sociaux-libéraux pour qui le travail est un coût qu'il faut réduire.

« Ripoux contre ripoux »

Une autre preuve de la démagogie et de l'hypocrisie du FN : le parti d'extrême droite bâtit son discours sur « tous pourris » et « contre système ».

Or, son « programme » est élaboré par quelques énarques et hauts-fonctionnaires, issus du « système » que le parti d'extrême droite prétend récuser.

La présidente du FN est elle-même impliquée dans une affaire d'abus de confiance, et le parti d'extrême droite est accusé d'« abus de confiance et recel, escroqueries en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé » en lien avec les indemnités versées par le Parlement européen.

Heureusement pour la France et les Français-e-s, le FN n'a pas le pouvoir, car ses pratiques et son bilan dans les endroits où il l'exerce sont désastreux du point de vue social et démocratique.